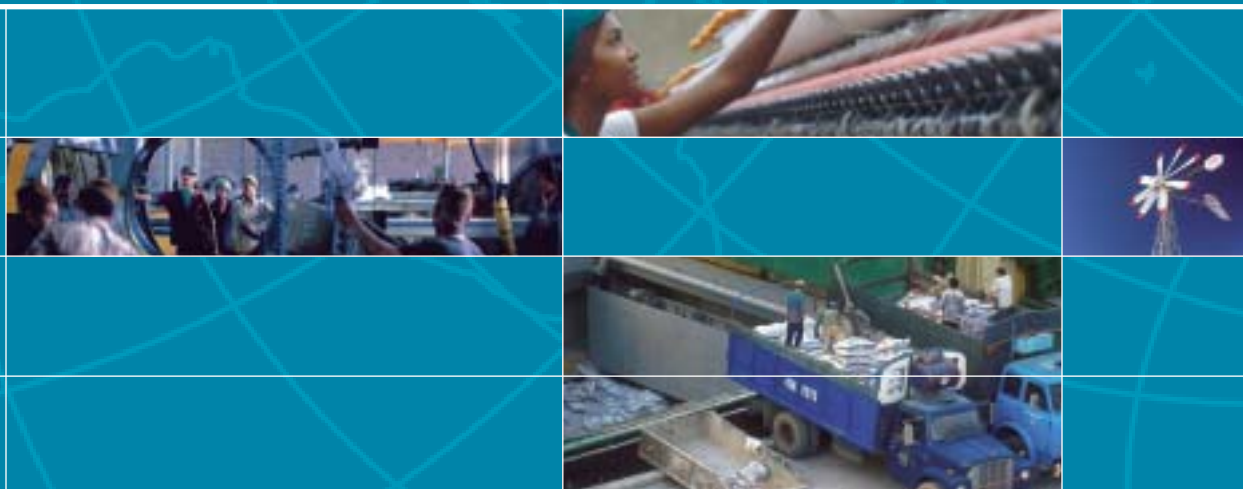


MULTILATERAL INVESTMENT GUARANTEE AGENCY  WORLD BANK GROUP



2 0 0 2 A N N U A L R E P O R T

VERSION FRANÇAISE - RÉSUMÉ



TABLE DES MATIÈRES

Faits marquants de l'Exercice 2002

Lettre du Président au Conseil des Gouverneurs

Faits marquants des activités du conseil des gouverneurs

Message du Vice-président exécutif

Thèmes de développement

PAYS MEMBRES DE LA MIGA

au 30 juin 2002

CATÉGORIE 1 (PAYS INDUSTRIALISÉS) | 22

Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis

CATÉGORIE 2 (PAYS EN DÉVELOPPEMENT) | 135

Asie et Pacifique Bangladesh, Cambodge, Chine, Fidji, Inde, Indonésie, République de Corée, République démocratique populaire du Laos, Malaisie, États Fédérés de Micronésie, Mongolie, Népal, Pakistan, Palau, Papouasie Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu, Vietnam

Moyen-Orient et Afrique du Nord Algérie, Bahreïn, République arabe d'Égypte, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, République arabe syrienne, Tunisie, Émirats arabes unis, République du Yémen

Europe et Asie Centrale Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, République du Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Macédoine (Ancienne Rép. Yougoslave de), Moldavie, Pologne, Roumanie, Fédération de Russie, République Slovaque, Slovénie, Turquie, Turkménistan, Ukraine, Ouzbékistan, Rép. Fédérale de Yougoslavie

Amérique Latine et Caraïbes Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Dominique, République dominicaine, Équateur, Salvador, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, St-Kitts-et-Nevis, Ste-Lucie, St-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela

Afrique Subsaharienne Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, République du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Equatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe

PAYS SATISFAISANT ACTUELLEMENT

AUX CONDITIONS D'ADHÉSION | 12

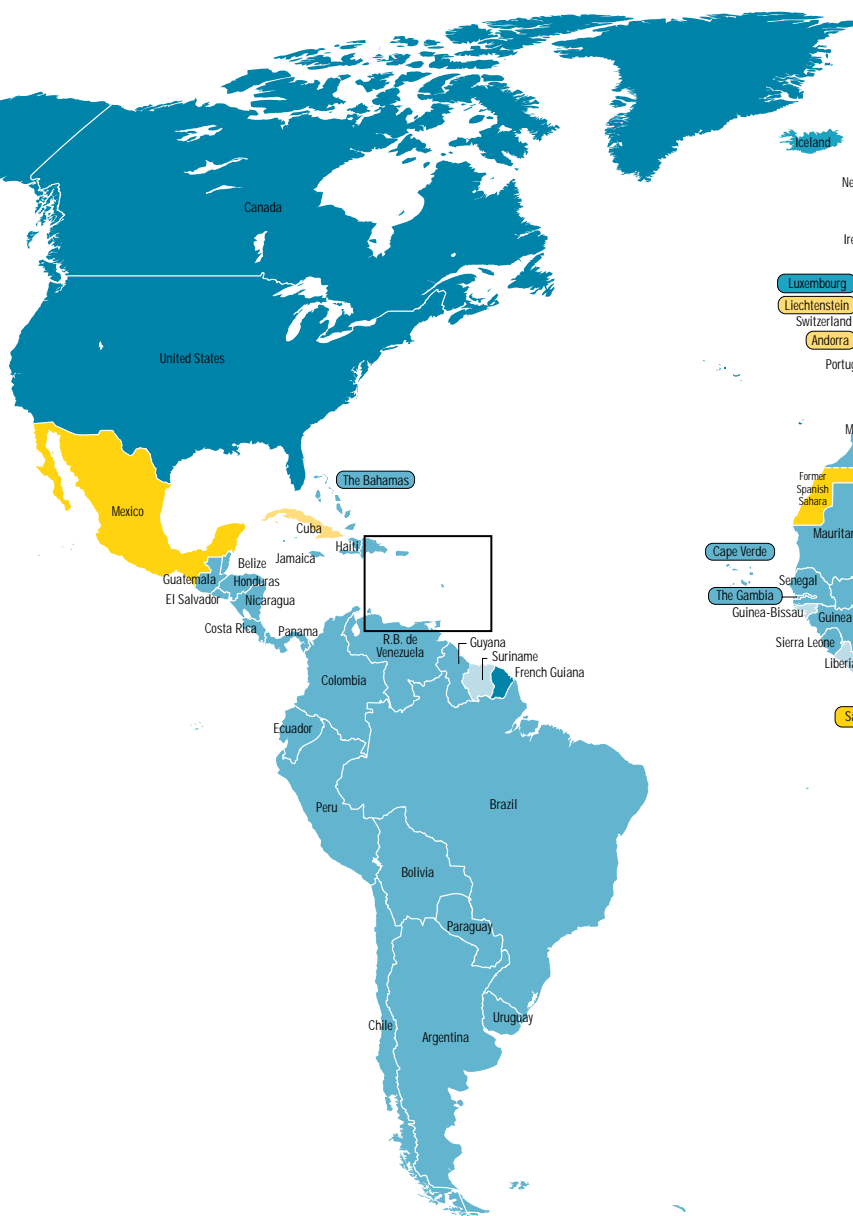
Asie et Pacifique Afghanistan, Maldives, Îles Salomon

Moyen-Orient et Afrique du Nord République islamique d'Iran

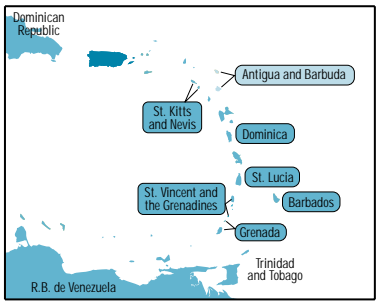
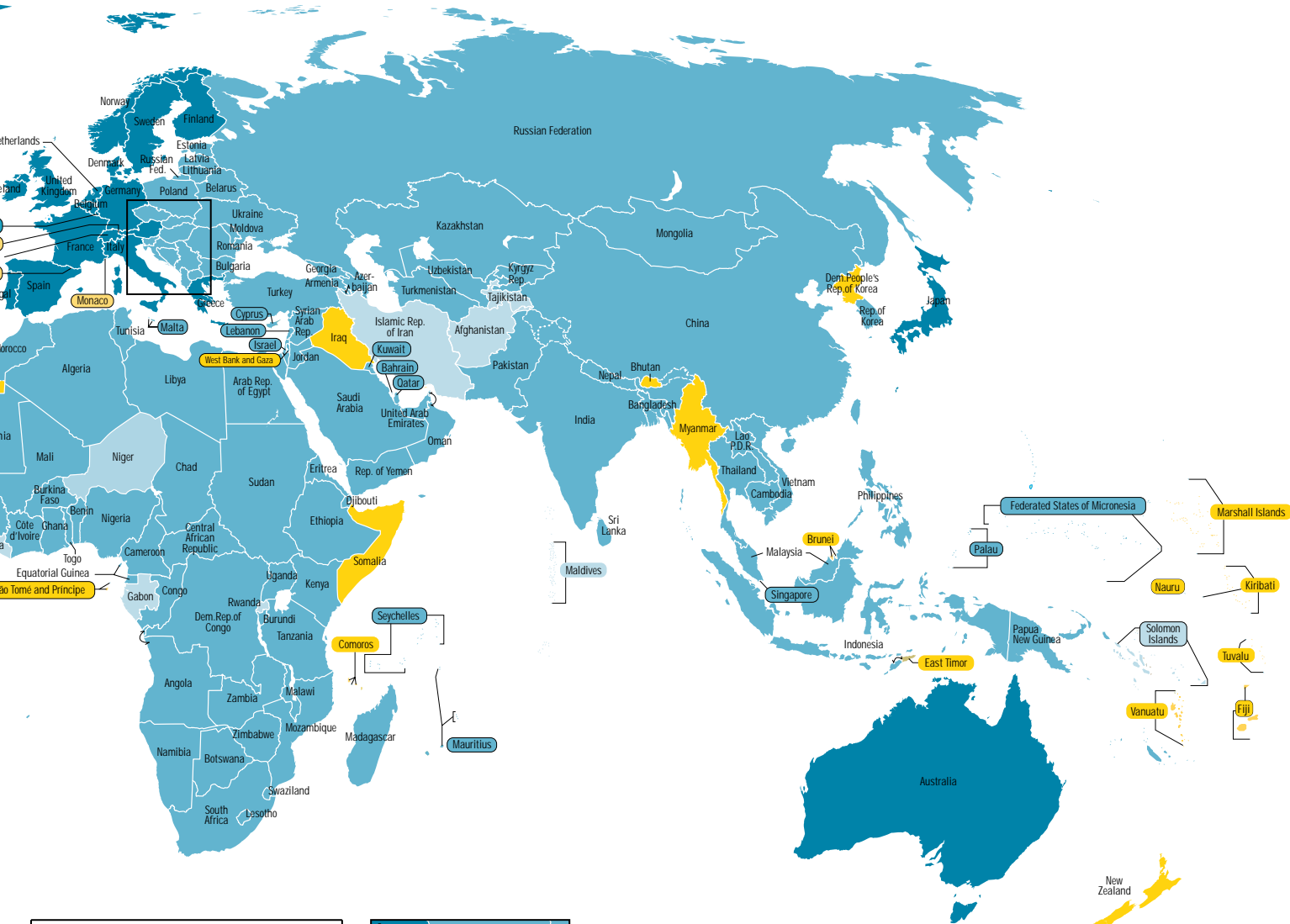
Europe et Asie Centrale Tadjikistan

Amérique Latine et Caraïbes Antigua et Barbuda, Surinam

Afrique Subsaharienne Gabon, Guinée-Bissau, Libéria, Niger, Rwanda



- Membres de la Catégorie 1
- Membres de la Catégorie 2
- Signataires Catégorie 2 (visant à satisfaire aux conditions d'adhésion)
- Non membres



FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2002

TABLEAU 1 GARANTIES ÉMISES ET INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (FDI) FACILITÉS EXERCICES 1990 À 2002

	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	Total
Nbre de garanties émises	4	11	21	27	38	54	68	70	55	72	53	66	58	597
Montants bruts émis (millions de \$)	132	59	313	374	372	672	862	614	830	1 310	1 605	2 000	1 222	10 366
Montants totaux émis (millions de \$)*	132	59	313	374	372	672	862	614	860	1 425	1 863	2 153	1 357	11 056
Montant estimé des FDI facilités (en milliards de \$)	1,0	0,9	0,6	1,8	1,3	2,3	6,5	4,7	6,1	5,2	5,5	5,2	4,7	45,8

* Y compris montants provenant du Programme Conjoint de Garantie (CUP)

FIGURE 1 REVENU DES PRIMES ACQUISES, COMMISSIONS ET PLACEMENTS à l'exclusion de tous autres revenus, en millions de \$

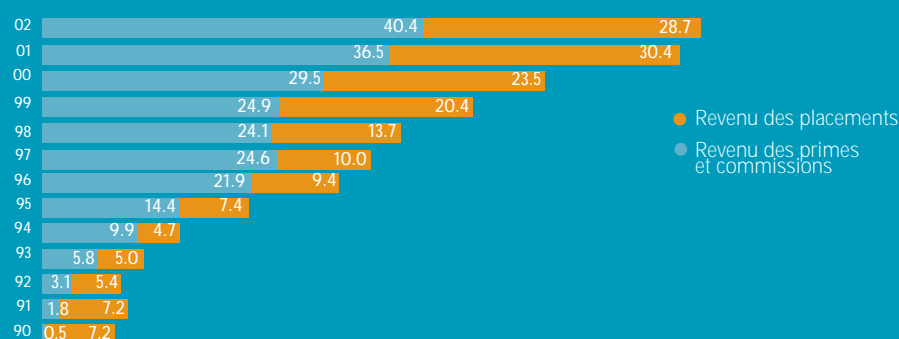


FIGURE 2 NOMBRE DE PAYS MEMBRES

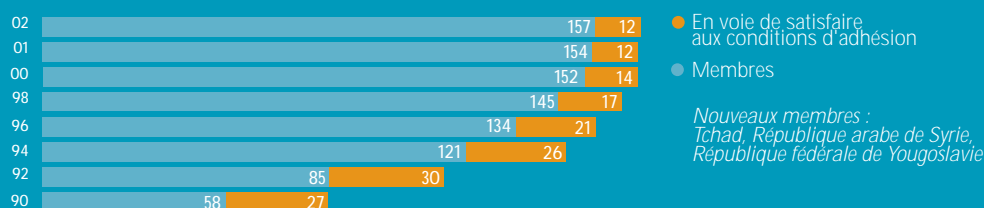
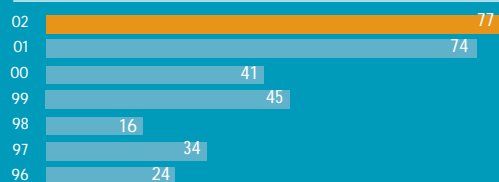


FIGURE 3 PROJETS D'AIDE TECHNIQUE



Tous les montants en dollar indiqués dans ce Rapport annuel sont des dollars US à la valeur actuelle, sauf mention contraire.

DÉPLOIEMENT DE L'AGENCE

- Nouveaux membres : Tchad, République arabe de Syrie, République fédérale de Yougoslavie
- Lancement d'un bureau en Afrique du sud
- Réorganisation pour renforcer la centralisation régionale des garanties et la capacité de gestion des risques
- Organisation en cours de six « Bureaux Itinérants » : Afrique Centrale et Occidentale, Afrique du Sud, Asie (2), Moyen-Orient et Afrique du Nord (2)
- Participation à un certain nombre d'événements internationaux majeurs : Risques politiques en Asie/Pacifique, Sommet 2001 sur le financement de projets et le crédit au commerce, et le Conseil d'entreprises du Sommet commercial États-Unis / Afrique

GARANTIES

	FY00	FY01	FY02
Montant des nouvelles garanties, brut (en milliards de \$)	1,6	2,0	1,2
Montant des nouvelles garanties, total (en milliards de \$)	1,9	2,2	1,4
Nombre estimatif des IDE facilités (en milliards de \$)	5,5	5,2	4,7
Nbre de contrats émis	53	66	58
Nbre de projets soutenus	37	46	33
Engagements nets (en milliards de \$)	2,8	3,2	3,2
Engagements bruts (en milliards de \$)	4.4	5.2	5.3

* Y compris montants provenant du Programme Conjoint de Garantie (CUP)

COUVERTURE ASSURÉE DANS LES SECTEURS PRIORITAIRES ¹

- 14 projets dans des pays éligibles pour les emprunts IDA
- 9 projets en Afrique
- 11 investissements « Sud-Sud » (entre pays en développement)
- 11 investissements dans des petites et moyennes entreprises (PME) ²

ÉTAPES IMPORTANTES DANS LE DOMAINE DES GARANTIES

- Première émission de garanties pour des projets au Bénin, en Mauritanie, au Nigeria et au Sénégal
- La récompense du « Marché de l'Année » attribué au projet de financement des transports Asie/Pacifique de la Manila North Tollway Corporation (MNTC) aux Philippines, soutenu par la MIGA durant l'exercice 2001

COOPÉRATION

- 12 nouveaux accords de coopération signés avec d'autres organisations multilatérales, des agences de crédit à l'exportation et institutions financières d'aide au développement
- 4 nouveaux partenaires pour le Programme Conjoint de Garantie (CUP) et deux nouveaux partenaires de réassurance facultative
- 136,3 millions de \$ de capacités privées mobilisées par le biais du CUP pour trois projets
- 53 millions de \$ de capacités mobilisés par le biais de réassurances facultatives
- un programme de formation à l'intention des représentants de plusieurs institutions partenaires avec lesquelles la MIGA a signé un protocole d'entente (Memorandum of Understanding)

RÉCLAMATIONS

- Aucune réclamation enregistrée au cours de cet exercice

SERVICES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

ACTIVITÉS

- 77 activités d'assistance technique conduites pour soutenir de 34 projets dans 27 pays
- Plus de la moitié des efforts d'assistance technique ont bénéficié à des pays éligibles pour les emprunts IDA
- L'utilisation de services en ligne a dépassé les objectifs et a été supérieure de 60 % au niveau de l'année précédente

PRODUITS ET SERVICES

- Lancement de la plate-forme FDI Xchange, service d'alerte par messages électroniques assurant la liaison entre les opportunités d'investissement et les investisseurs potentiels dans le monde entier
- Étude générale sur les investissements directs étrangers
- Réalisation de la page des rubriques FDI (FDI Topic Page) sur le site « Dev. Gateways du Groupe de la Banque Mondiale ».
- Déploiement du modèle Web IPAworks dans sept pays

COOPÉRATION

- Lancement d'une nouvelle initiative pour attirer les investisseurs directs étrangers en Afrique subsaharienne ; initiative pilote au Ghana, au Mozambique, au Sénégal et en Tanzanie, avec un co-financement du gouvernement suisse
- Lancement d'une initiative multi-agences au Mali, en coopération avec le Foreign Investment Advisory Service (FIAS) et les Nations Unies (ONU)
- Mise en place de programmes intégrés de renforcement de capacité à long terme en Arménie, Bolivie et République fédérale de Yougoslavie
- Prestation de services consultatifs en commun avec la FIAS en Albanie, en Guinée Équatoriale, en Indonésie, au Nigeria et au Panama
- Collaboration avec des équipes locales de la Banque mondiale pour la conception et la mise en œuvre de projets en Arménie, au Guatemala, au Mozambique, au Nicaragua, au Panama, au Sénégal et en Thaïlande
- Conclusion de l'initiative « Promouvoir l'Afrique » financée pour trois ans par le Policy and Human Resource Development Fund (PHRD), Japon
- Signature de 39 accords de fourniture de contenu pour FDI Xchange

LETTRE

du Président au Conseil des Gouverneurs

Agissant au nom du Conseil d'administration et conformément au règlement interne de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), James D. Wolfensohn, Président de l'Agence et de son Conseil d'administration, soumet au Conseil des Gouverneurs le présent rapport et les états financiers vérifiés pour l'exercice financier clos le 30 juin 2002.



Le dernier exercice financier n'a pas été facile. De la tragédie du 11 septembre à la tourmente économique que connaît l'Argentine, des crises de santé qui englobent l'Afrique aux bouleversements politiques en Afghanistan et au Moyen-Orient, il n'existe pas d'exemple, dans l'histoire récente, d'une période aussi marquée par l'incertitude au plan mondial. Et nous savons par expérience que les pays pauvres souffriront de façon disproportionnée de l'état actuel des affaires dans le monde.

C'est dans ce contexte que les institutions du Groupe de la Banque mondiale continuent à représenter les agents qui soutiennent la croissance économique et soulagent la pauvreté dans le Tiers-Monde. Les branches du Groupe consacrées au secteur privé jouent un rôle essentiel de catalyseur des investissements privés, dont le rôle est crucial dans le financement d'une croissance économique continue et à long terme. Le mandat de la MIGA répond directement à cet impératif de développement, en aidant les pays en développement à attirer et accroître les flux de capitaux productifs.

Les événements de l'année passée ont eu un impact immédiat sur le programme de garantie de la MIGA, sous la forme d'une diminution des émissions de garanties par comparaison avec les niveaux de l'année précédente, puisque les flux des investissements étrangers dans les pays en développement ont connu une nette diminution. Malgré tout, l'Agence a obtenu des résultats solides dans ses secteurs prioritaires : en Afrique subsaharienne en particulier ; dans les pays les plus pauvres du monde en général ; entre les pays en développement, et enfin dans le soutien apporté à des projets d'infrastructure complexes. Les événements de l'exercice écoulé ont également mis en valeur le rôle unique de la MIGA comme fournisseur anticyclique d'assurance d'investissement, en intervenant à des moments où les autres assureurs sont beaucoup plus sélectifs envers les projets et les pays pour lesquels ils assureront une couverture, et en donnant aux investisseurs et aux prêteurs la confiance nécessaire pour leur permettre de prendre des engagements à long terme dans des pays en développement.

Les services d'assistance technique offerts par la MIGA ont également pris une importance accrue. Dans la mesure où les pays rivalisent pour attirer des investisseurs étrangers directs et s'emploient à établir et préserver un climat d'investissement transparent et stable, il est capital de renforcer la capacité institutionnelle, ainsi que d'assurer une dissémination mondiale des informations sur le climat d'investissement et les opportunités offertes par les marchés émergents.

Au cours de ces 12 derniers mois, les pays en développement ont en général connu une diminution substantielle de flux financiers mondiaux. Toutefois, l'investissement étranger reste une composante critique pour parvenir à assurer le développement économique et la réduction de la pauvreté. L'augmentation des flux d'investissement est une tâche complexe, qui suppose que des mesures gouvernementales soient prises pour consolider le climat des investissements, et ceci par le biais d'une grande diversité d'actions, y compris, dans le domaine de l'administration des sociétés, en mettant l'accent sur la transparence. Le Groupe de la Banque mondiale tout entier est prêt à soutenir ces efforts, et la MIGA est toute disposée à jouer un rôle unique en catalysant les investissements, en promouvant les opportunités d'investissement et en aidant les investisseurs à réduire les risques.

Pour conclure, je profite de cette occasion pour encourager les États membres de la MIGA à profiter de l'extension de 12 mois de la période de souscription à l'Augmentation générale de capital, qui se terminera le 31 mars 2003, pour finaliser leur souscription. Cette base financière renforcée jouera un rôle essentiel pour permettre à la MIGA d'augmenter son importante contribution au développement.

James D. Wolfensohn
Le 30 juin 2002

FAITS MARQUANTS DES ACTIVITÉS DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Les 157 États membres de la MIGA, l'Agence multilatérale de garantie des investissements, dirigent les programmes et les activités de la MIGA par le biais d'un Conseil de Gouverneurs, composé d'un représentant et d'un suppléant pour chaque pays. Les membres du Conseil des Gouverneurs délèguent une grande part de leurs pouvoirs à un Conseil d'administration de 24 directeurs. Ces derniers se rencontrent régulièrement au siège du groupe de la Banque mondiale, à Washington, D.C., où ils décident les projets d'investissement et supervisent la politique de gestion générale. Leur droit de vote sur les questions qui leur sont soumises est pondéré selon la part de capital que chaque directeur représente.

Les Administrateurs sont également membres d'un ou plusieurs des cinq comités permanents, qui permettent au Conseil d'assumer ses responsabilités de supervision en examinant en profondeur les choix stratégiques et les procédures. Le Comité de vérification guide le Conseil sur les questions de gestion financière et d'administration, dans le but de faciliter les décisions du Conseil dans les domaines de la politique financière et du contrôle. Le Comité budgétaire étudie certains aspects des processus commerciaux, des politiques administratives, des normes et questions budgétaires ayant un impact significatif sur la rentabilité des opérations du Groupe. Le Comité sur l'Efficacité du développement avise le Conseil sur certaines questions concernant l'évaluation des opérations et l'efficacité du développement, dans le but de superviser les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel avise le Conseil sur les rémunérations et autres questions importantes en matière de personnel. Outre les comités mentionnés ci-dessus, les Administrateurs sont membres du Comité sur les questions administratives relatives au Conseil.

Le Conseil d'administration de la MIGA a approuvé 37 opérations individuelles de garantie d'investissements au cours de l'exercice fiscal 2002. Ses membres ont également supervisé le développement et la mise en œuvre de la stratégie de l'Agence, ainsi que son processus de planification stratégique. À la suite d'une période pilote de deux ans, le Conseil a passé en revue le Rapport de mise en œuvre par la MIGA de son évaluation environnementale et de sa politique de diffusion de l'information, et a approuvé la recommandation de la Direction selon laquelle cette politique doit continuer à être appliquée. Le Conseil a également approuvé une autre recommandation de la direction proposant d'adopter des stratégies préventives provisoires et adaptées à chaque problème dans les domaines environnemental et social en conformité avec les stratégies de la Société Financière Internationale (IFC) en la matière. De plus, les Administrateurs ont approuvé le budget administratif de la MIGA ainsi que, pour la première fois, un budget spécifique pour l'Unité d'Évaluation des Opérations (OEU), entité indépendante. Cette unité se conformera à une méthodologie d'évaluation des projets qui a été approuvée par le Directeur général et la direction de la MIGA. Il est important d'harmoniser les stratégies sectorielles au sein du Groupe de la Banque mondiale ; c'est dans cette optique que le Conseil a étudié la stratégie de développement du secteur privé adoptée par le Groupe. Pour mieux assurer la continuité de la viabilité financière de la MIGA, le Conseil d'administration a recommandé au Conseil des Gouverneurs une extension de 12 mois de la période de souscription à une augmentation générale de capital, afin de donner aux pays qui avaient été incapables de contribuer pour des raisons financières ou administratives la possibilité de souscrire.



Au second rang,
de gauche à droite

Tom SCHOLAR
Luis Antonio BALDUINO *
Neil Francis HYDEN
Mohamed Kamel AMR *
Pieter STEK
Pierre DUQUESNE
Eckhardt BISKUP *
Pietro VEGLIO
Finn JØNCK
Mario SOTO-PLATERO
Girmai ABRAHAM
Yuzo HARADA
ABDUL AZIZ Moh'd. Yaacob
Bassary TOURE
Emin DEDEOGLU *

Au premier rang,
de gauche à droite

Guangyao ZHU
Yahya Abdullah M. ALYAHYA
Carole BROOKINS
Balmiki Prasad SINGH
Sharon WEBER *
Helena CORDEIRO *
Ahmed SADOUDI

* Remplaçant

Absents

Mahdy Ismail ALJAZZAF
Eckhard DEUTSCHER
Terrie O'LEARY
Franco PASSACANTANDO
Philippe M. PEETERS
Jaime RUIZ

MESSAGE

du Vice-président exécutif



L'exercice fiscal 2002 a été une année pleine de défis pour la MIGA et, de fait, pour tous les acteurs de la communauté du développement. Des événements confluents, en particulier ceux du 11 septembre 2001, la perturbation de l'économie mondiale et la crise financière en Argentine, ont eu un impact négatif significatif sur la confiance des investisseurs et sur les flux d'investissements directs étrangers en direction des pays en développement. Il a été plus difficile de boucler le financement des projets, et la combinaison des incertitudes économiques et politiques a entraîné la mise en attente de nombreux projets. Il en a résulté un fort déclin du niveau de flux mondiaux d'investissements en direction des pays en développement.

Pour la MIGA, ces turbulences au sein de l'environnement d'exploitation général ont entraîné un déclin du volume de garanties accordées au cours de cet exercice, en particulier durant la première moitié de l'année. Toutefois, l'Agence a été en mesure de soutenir un nombre significatif de projets, en particulier dans nos secteurs prioritaires, et nous avons continué à diversifier notre portefeuille de garanties, à la fois par régions et par secteurs. Sur l'ensemble de l'année, la MIGA a soutenu 33 projets, émis 58 garanties représentant une couverture totale de 1,357 milliard de \$ (y compris le montant assuré par le biais du Programme Conjoint de Garantie). Parmi ces projets, 14 concernaient des pays éligibles aux emprunts IDA, qui représentent maintenant 29 % du portefeuille brut, 9 concernaient des pays subsahariens, 11 étaient destinés à des projets « Sud-Sud » (dans lesquels l'investisseur est lui-même un pays en développement) et 11 investissements concernaient des petites et moyennes entreprises (PME). Cette année passée a également vu la MIGA assurer pour la première fois la couverture de projets dans quatre nouveaux pays, portant ainsi à 82 le nombre total des États membres qui ont accueilli des projets soutenus par la MIGA.

La demande d'assistance technique de la MIGA a nettement augmenté au cours de l'exercice 2002, ce qui démontre le rôle important que la MIGA peut jouer pour aider des pays à être compétitifs à une période de faibles flux d'investissements directs étrangers. Quelque 34 projets d'assistance techniques, englobant 77 activités dans 27 pays, ont été entrepris pendant l'année, ce qui reflète la forte demande que reçoit la MIGA en matière d'assistance à la promotion des investissements. L'année a également connu le lancement de FDI Xchange, un service personnalisé d'actualisation par messages électroniques lié à l'ensemble des services en ligne de la MIGA, ainsi que la mise en œuvre d'une vaste enquête (publiée en janvier 2002) auprès des investisseurs internationaux.

Au cours de l'exercice 2002, la MIGA a continué à renforcer des partenariats avec des organismes nationaux de crédit à l'exportation et des institutions financières internationales, ce qui s'est traduit par la signature de 12 protocoles d'accord supplémentaires. L'Agence a aussi poursuivi le développement de sa campagne de marketing ciblé, en particulier en instituant une présence effective sur le terrain. Les réactions des parties intéressées continuent à démontrer qu'une présence sur le terrain est cruciale pour identifier et souscrire des projets dans les secteurs prioritaires. L'expérience de la MIGA en la matière démontre que cette présence renforce les liens avec les gouvernements des pays membres, les communautés d'investissement locales, les autres assureurs et nos partenaires en développement, tout en permettant à la MIGA de s'engager plus efficacement auprès de la communauté des organisations non gouvernementales et des médias locaux.

Avec l'ouverture d'un bureau en Afrique australe à Johannesburg en mars 2002, la MIGA a établi sa première présence à long terme en Afrique. Ce bureau se consacrera essentiellement à encourager des investissements à l'échelle régionale. Dans l'intervalle, le bureau de Paris, qui a été mis en place au cours du second semestre de l'exercice 2001, a permis à la MIGA de renforcer ses liens avec l'une de nos principales bases d'investisseurs, la communauté des investisseurs européens. Dans d'autres pays, la MIGA a toujours une représentation permanente (à Tokyo) ou à temps partiel (en Turquie, en Thaïlande et en Inde). Ces bureaux ont joué un rôle important pour mieux faire connaître les activités de la MIGA auprès des petites et moyennes entreprises, un secteur que l'Agence avait par le passé du mal à atteindre.

La MIGA a subi une réorganisation en janvier 2002, dans le but de renforcer son orientation régionale. Le Département garanties a été rebaptisé « Département Estimation des risques » afin de mieux refléter son orientation opérationnelle, et il a connu plusieurs changements internes pour mieux atteindre et servir ses clients. La fonction d'analyse des risques selon les pays a été transférée à un nouveau service, le Département de Gestion Financières et des Risques. De plus, la responsabilité de la coordination des stratégies d'assistance aux pays avec le groupe de la Banque mondiale a été confiée au Département de Stratégie et de l'Environnement. Une nouvelle unité, le Service Relations Agence / Entreprises, a été créée à l'échelle de toute l'Agence, qui reflète le profil de plus en plus public de la MIGA. Enfin, l'Unité d'évaluation des opérations est devenue totalement indépendante.

Toujours au cours de cette année, la MIGA a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer ses capacités de gestion des risques et de gestion financière, en s'appuyant sur un projet introduit durant l'exercice 2001 et destiné à améliorer la modélisation des risques concernant le portefeuille de l'Agence. Ce travail se poursuivra durant l'exercice à venir, afin que les capacités de gestion des risques et de gestion financière de la MIGA continuent à assurer sa durabilité financière à long terme. Le processus d'attestation par le COSO (Committee of Sponsoring Organizations) de la fiabilité du système de reporting financier de la MIGA a été pour la première fois mis en oeuvre pendant cette année, et l'Agence a organisé un atelier pour le nouveau Département de Gestion Financières et des Risques. 3

À la fin de l'exercice, 67 pays ont souscrit à l'augmentation générale de capital de la MIGA, ce qui a permis de faire passer à 601,2 millions de dollars le capital de l'Agence.⁴ Suite à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des Gouverneurs a adopté une résolution prolongeant de 12 mois la période de souscription, qui était à l'origine fixée à trois ans et devait expirer en mars 2002. Ce délai supplémentaire permettra à certains États, en particulier ceux des pays en développement, de souscrire afin de préserver leur quota de voix ; la parité de droit de vote requise par la Convention de la MIGA sera ainsi préservée. Le nombre global de pays membres de la MIGA est dans cet intervalle passé à 157, puisque le Tchad, la République arabe de Syrie et la République

fédérale de Yougoslavie ont rempli les conditions d'adhésion.

Pour l'exercice à venir, le risque que l'instabilité actuelle des marchés mondiaux se poursuive est bien réel. L'incertitude reste l'une des caractéristiques dominantes de l'environnement des investissements dans le monde, et il est possible que beaucoup de temps s'écoule encore avant que les flux d'investissements directs étrangers en direction des pays en développement retrouvent leur niveau antérieur.

Dans ces circonstances, le rôle d'une agence multilatérale soutenant l'investissement dans les pays en développement prend encore plus d'importance. En conséquence, tout comme nous avons pu remarquer que certains marchés internationaux étaient plus longs à se conclure, nous avons constaté en parallèle une augmentation du niveau des demandes de renseignements et de garanties auprès de la MIGA, ce qui démontre que les investisseurs qui s'intéressent aux marchés émergents recherchent une garantie spéciale. Par ailleurs, comme les événements de l'année dernière ont entraîné un resserrement des marchés de l'assurance contre les risques politiques et de la réassurance, l'importance du rôle anticyclique que joue la MIGA sur le marché a été mise en relief. Les conditions générales plus dures provoquent un renouveau de l'intérêt envers les fournisseurs publics.

À mesure que nous progressons, la MIGA reste prête à répondre aux nouvelles demandes des investisseurs pour l'assurance contre les risques politiques par les organisations multilatérales ; de même, nous sommes tout disposés à travailler activement à une coopération efficace entre les fournisseurs publics et privés. Ce faisant, nous poursuivrons notre objectif de concentration sur les secteurs prioritaires de l'Agence : soutenir l'Afrique, les pays éligibles aux emprunts IDA, les investissements Sud-Sud, les petites et moyennes entreprises, ainsi que les projets complexes d'infrastructure. Nous continuerons également à nous employer énergiquement à aider les pays à s'attirer le flux d'investissements directs étrangers dans des secteurs clefs, à l'aide de nos services de marketing des investissements.

Nous sommes convaincus que la MIGA a justement été créée pour faire la différence à une époque aussi troublée que la nôtre.

Motomichi Ikawa
30 juin 2002

LES MEMBRES DU BUREAU DE LA MIGA



De gauche à droite

Roger Pruneau, *Vice-président, Estimation des risques*
Gerald T. West, *Directeur, Stratégie et Évaluations*
Motomichi Ikawa, *Vice-président exécutif*
Amédée Prouvost, *Directeur et Directeur financier*
Karin Millett, *Directrice, Services de marketing des investissements*
Luis Dodero, *Vice-président et membre du Conseil Général*
Tony Wan, *Directeur, Administration Centrale*

THÈMES DE DÉVELOPPEMENT

Soutien aux infrastructures de base

Reconstruction dans les pays
touchés par des conflits

Encouragement aux investissements
transfrontaliers entre pays en développement

Renforcement de la capacité institutionnelle

Ce Rapport annuel présente quatre thèmes de développement qui illustrent le rôle unique et les créneaux spécifiques de la MIGA

Le chapitre **SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES DE BASE** étudie l'impact considérable que les projets d'infrastructure ont sur le développement des pays et des communautés. Les marchés d'infrastructure sont en général importants et complexes et nécessitent une gestion attentive des risques. Les garanties apportées par la MIGA sont souvent un facteur essentiel permettant la mise en œuvre et l'avancement des projets.

Le chapitre **RECONSTRUCTION DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR DES CONFLITS** démontre le rôle important que peut jouer la MIGA pour attirer des investissements étrangers dans des environnements difficiles d'après-guerre : le capital et les compétences y sont particulièrement nécessaires, mais la confiance des investisseurs internationaux y est très faible.

Le chapitre **ENCOURAGEMENT AUX INVESTISSEMENTS TRANSFRONTALIERS ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT** explique le rôle que peut jouer la MIGA dans le soutien aux investisseurs potentiels des pays en développement qui, fréquemment, ne disposent pas d'un accès aisé à des assurances publiques ou privées. Ces investisseurs sont donc particulièrement dépendants d'un fournisseur d'assurance multinational tel que la MIGA.

Le chapitre **RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE** explique comment, grâce à ses services d'assistance technique, la MIGA est remarquablement bien placée pour aider les pays à améliorer leur climat d'investissement et à mieux se positionner pour attirer le flux d'investissements directs étrangers.



SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES DE BASE

Le manque d'infrastructures est inextricablement lié à la pauvreté. Le nombre de pays « pauvres en infrastructures » est non seulement élevé mais aussi en augmentation, et ceci dans toutes les zones du Tiers-Monde. Les statistiques parlent d'elles-mêmes : quelque 1,2 milliard d'êtres humains ne disposent actuellement pas d'eau potable. Le manque de moyens d'assainissement de l'eau et les maladies que cette situation engendre touchent 2,4 milliards de personnes. De plus, environ 2,5 milliards d'êtres humains ne disposent pas des ressources énergétiques modernes, et l'absence de routes revêtues réduit l'accès aux emplois, aux écoles, aux hôpitaux et aux marchés.

L'amélioration des infrastructures, sous la forme de routes et autres voies de communication, d'alimentation en eau potable, d'évacuation des eaux usées et de logements, peut représenter une différence énorme non seulement pour le mode de vie et la survie même des pauvres. Ces infrastructures peuvent contribuer à créer des emplois et à améliorer la productivité, et permettre d'économiser du temps et des efforts dans les domaines du transport de l'eau, des récoltes, du bois et autres matières premières. Enfin, elle peut améliorer la santé générale en réduisant la pollution domestique et les émissions polluantes dans les zones urbaines, ainsi qu'en procurant à tous de l'eau potable.

LE RÔLE DE LA MIGA : Transformer les risques en opportunités

Dans La voix des pauvres, une étude menée par la Banque mondiale auprès d'environ 60 000 personnes vivant en-deçà du seuil de pauvreté dans le monde entier, les graves manques d'accès aux services et infrastructures de base ont été identifiés comme figurant parmi les problèmes et les priorités les plus urgents

dans les communautés pauvres. Pour le Groupe de la Banque mondiale, la résolution de ces problèmes est prioritaire ; de plus, cette action est essentielle pour réaliser les objectifs définis par les Millennium Development Goals, qui visent à réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre d'êtres humains vivant sous le seuil de pauvreté.

Des groupes d'intérêt très variés doivent être impliqués dans la résolution de ces problèmes complexes. En particulier, il est nécessaire de disposer de capitaux privés pour compléter les maigres ressources du secteur public, pour améliorer et entretenir les services d'infrastructure de base des pays en développement, et pour permettre d'affecter les ressources publiques à d'autres secteurs prioritaires, tels que les dépenses sociales. Toutefois, les investisseurs privés potentiels restent méfiants en raison des risques politiques qu'ils estiment liés à une opération dans un grand nombre de ces pays, et ceci d'autant plus que les investissements en infrastructures supposent en général la mise en place de projets à structure compliquée, de longues périodes d'attente, la signature de contrats avec des gouvernements et l'investissement de sommes importantes.

Dans le cadre du soutien aux investissements privés dans des infrastructures vitales, la MIGA est positionnée de façon unique pour rassurer les investisseurs et atténuer les risques non commerciaux. En tant que membre du Groupe de la Banque mondiale, la MIGA peut tirer parti de ses vastes connaissances institutionnelles vis-à-vis des problèmes sectoriels et nationaux. Institution multilatérale au sein de laquelle les gouvernements des pays hôtes tiennent un double rôle, puisqu'ils sont eux-mêmes actionnaires de l'Agence, la MIGA dispose de capacités de médiation en cas de situation conflictuelle, d'où son influence stabilisatrice au cours des phases de développement des projets. La MIGA est également en mesure de tenir un rôle non négligeable de médiateur, en particulier pour les projets de grande envergure, en contribuant à préserver un équilibre public/privé optimal dans le cadre d'un investissement. Les garanties de la MIGA peuvent aussi aider les investisseurs à améliorer leur accès à des sources de financement, à allonger les délais d'échelonnement des dettes, et parfois même à réduire le coût du capital et les frais de financement nécessaires.

La MIGA dispose d'une grande expérience dans le domaine du soutien aux investissements privés en infrastructures prenant en compte les problèmes environnementaux et sociaux. Nous avons aidé des gouvernements à procurer des services d'infrastructure de meilleure qualité et moins coûteux à un plus grand nombre de leurs citoyens, y compris aux habituels laissés pour compte en raison de leur éloignement.

Depuis 1988, la MIGA a émis 146 garanties pour des projets d'infrastructure, avec une couverture totale de plus de 3 milliards de \$. Ce secteur représente aujourd'hui 36 % du portefeuille de l'Agence. La MIGA a assuré des projets d'infrastructure dans le monde entier, avec des garanties comprises entre 1 million de \$ (pour un système de communications par satellite en Ouganda) et 100 millions de \$ (pour un projet de centrale électrique au Brésil). Il suffit de jeter un bref coup d'œil sur certains des projets soutenus ces dernières années par une garantie de la MIGA pour comprendre l'impact ininterrompu de l'Agence.

En Équateur, la population est habituée aux problèmes liés à l'eau. Les pauvres ne disposent que rarement d'eau potable, d'eau courante ou de réseaux d'assainissement. De nombreux habitants dépendent de coûteuses livraisons d'eau par camion. En 2002, la municipalité de Guayaquil a fait un grand pas pour mettre à la disposition de ses citoyens une eau saine et meilleur marché, grâce à un projet garanti par la MIGA et destiné à réhabiliter et étendre son réseau d'adduction d'eau. Cet investissement a aussi représenté une première pour l'Agence dont la garantie portait sur tout appel non justifié à une garantie de bonne fin.

Aux Philippines, les déplacements à destination ou au retour du lieu de travail, du marché ou de l'école peuvent provoquer de sévères embouteillages, qui s'accompagnent du cortège habituel de pollution atmo-

sphérique et de gaspillage des ressources. Un nouveau projet d'extension et de réhabilitation de la voie express Nord de Luzon – cette importante artère de communication est la plus ancienne voie à péage de l'Asie du Sud-Est – a contribué à améliorer le flot de circulation et l'efficacité de cette liaison, en éloignant le trafic industriel de secteurs fortement encombrés ; en outre, ce projet a contribué à améliorer l'environnement de la métropole et a permis de desservir des agglomérations qui étaient jusque-là restées à l'écart des réseaux routiers. Les garanties de la MIGA assurent le projet de voie à péage du nord de Manille, qui représente un composant essentiel du projet de Couloir de croissance central de Luzon, dans le cadre du Plan de développement économique des Philippines.

En Moldavie, près de huit ans après le démantèlement de l'Union soviétique, des coupures de courant paralysaient encore fréquemment cette ville de 700 000 habitants. À l'extérieur de la capitale, certains habitants restaient parfois privés d'électricité, de chauffage et d'eau jusqu'à 20 heures par jour. Au début de l'an 2000, cette situation avait atteint un point de crise, alors que le revenu par habitant était tombé à 400 \$ par an. C'est au cours de cette année 2000 que la MIGA a assuré la couverture d'un projet de privatisation de l'électricité, dans le cadre de la réhabilitation générale du secteur de l'énergie. Dès avril 2000, les coupures et les pannes d'électricité avaient cessé dans les secteurs desservis, et les trois-quarts des habitants du pays pouvaient compter sur l'électricité 24 heures sur 24 — un retournement de situation incroyable en à peine trois mois.

Au Brésil, les coupures de courant, les raccords illicites, les incendies, les électrocutions et les opportunités économiques manquées sont le triste lot quotidien des habitants de Rocinha, un des plus grands bidonvilles d'Amérique Latine. Un effort concerté destiné à résoudre l'absence ou le manque de conformité des infrastructures vise actuellement à résoudre ce problème extrêmement complexe. Un programme garanti en partie par la MIGA doit permettre d'assurer l'amélioration du réseau électrique de la ville, et de fournir à bas prix cette énergie essentielle.

Dans les zones rurales du Guatemala, l'absence d'électricité limite sévèrement les possibilités économiques, contribuant ainsi à alimenter le cycle de la paupérisation. Un projet soutenu par la MIGA vise à privatiser deux sociétés nationales de distribution de l'électricité ; il permettra de desservir plus de 220 000 nouveaux clients dans des zones rurales sous-développées. Cette entreprise, qui implique un transfert de compétences et de technologies d'une importance capitale, reposera sur la généralisation des compteurs électriques et sur la mise en place de systèmes informatiques modernes.



RECONSTRUCTION DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR DES CONFLITS

En règle générale, les pays qui sortent d'un conflit font face à de nombreuses difficultés lors de la reconstruction de maisons, d'écoles, d'usines, de banques, de réseaux de communication et autres infrastructures indispensables. Leur devise est faible, les ressources humaines sont réduites et les principales institutions sont sérieusement handicapées ; ce sont là les principaux facteurs d'une grande pauvreté généralisée. En fait, sur les 39 pays que la Banque mondiale considère actuellement comme affectés par un conflit, 30 figurent parmi les plus pauvres du monde.

L'aide humanitaire ne suffit pas à reconstruire entièrement un pays qui sort d'un conflit. Le secteur privé joue un rôle capital pour instaurer les conditions d'une croissance durable. La destruction des industries locales et des capacités financières du secteur privé local rend indispensables les investissements directs étrangers. Ces derniers apportent les capitaux nécessaires aux investissements, favorisent les transferts technologiques indispensables et la reprise de l'emploi, et permettent de développer de nouveaux liens avec les marchés internationaux tout en stimulant les marchés locaux. Il s'agit là de « dividendes de la paix » inestimables qui incitent à préserver cette paix.

Malheureusement, la guerre a pour effet de détruire tout l'attrait potentiel d'un pays comme destination pour les investissements directs étrangers. Une fois le conflit terminé, ses nombreuses traces hantent le pays et dissuadent les investisseurs, en dépit de bonnes opportunités commerciales. L'un des principaux freins à l'investissement réside dans la crainte du retour des violences, et ceci d'autant plus que les lois y sont parfois mal ou pas respectées. Lors des grands projets d'infrastructure, les investisseurs potentiels peuvent aussi être retenus par la crainte d'une expropriation et d'une rupture de contrat de la part du gouvernement.

LE RÔLE DE LA MIGA : Réduire les risques et restaurer la confiance des investisseurs

La MIGA joue un rôle important dans les situations d'après conflit, en prenant précisément en charge la couverture de ces types de risques. Les garanties de l'Agence sont particulièrement utiles immédiatement après la fin des conflits, au moment même où les investisseurs ont le plus besoin d'être rassurés par notre couverture et où il est particulièrement important de reconstituer le secteur privé pour aider à cimenter une paix souvent fragile. Il faut également noter que les projets soutenus par la MIGA contribuent à restaurer la confiance de la communauté financière internationale, donc à attirer encore plus d'investisseurs. Ces projets peuvent représenter l'indispensable coup de pouce qui permettra d'améliorer le respect des lois, des règlements et des procédures, contribuant ainsi à améliorer le climat d'investissement.

En s'associant à des organismes d'assurance publics et privés, la MIGA peut étendre la couverture financière mise à la disposition des projets dans les pays affectés par des conflits. Des fonds d'affectation spéciale, financés par des dons, ont également joué un

rôle important en permettant à la MIGA de soutenir ces pays tout en assurant sa propre gestion des risques. La MIGA administre actuellement des fonds de garantie contre les risques de l'investissement pour la Bosnie-Herzégovine, ainsi que pour la Cisjordanie et la Bande de Gaza ; elle étudie actuellement l'intérêt des investisseurs et des bailleurs de fonds pour la mise en place d'un fonds d'affectation spéciale pour l'Afghanistan.

À ce jour, la MIGA a signé 85 contrats représentant une valeur cumulée de 1,5 milliards de \$ pour la couverture de 17 projets dans des pays affectés par des conflits, allant d'un centre de dialyse en Bosnie-Herzégovine à une usine de savon en Angola. Au cours du seul exercice fiscal 2002, la MIGA a émis dix contrats de garantie totalisant 143,3 millions de \$ pour la couverture d'investissements dans des pays affectés par des conflits, dont un projet de banque en Bosnie-Herzégovine et deux projets de télécommunications au Nigéria. Dans un grand nombre de ces projets, la présence de la MIGA a été cruciale pour déclencher les investissements. Plusieurs de ces projets récemment garantis par la MIGA ont joué un rôle important pour aider ces pays à sortir du cycle des conflits et à passer à une phase de développement durable.

En Bosnie-Herzégovine, une guerre civile de trois ans avait provoqué une dévastation humaine et physique massive, avec comme corollaire l'effondrement complet du système bancaire du pays. La MIGA a consenti un effort spécial pour aider à reconstruire ce secteur, qui joue un rôle capital dans l'économie de tous les pays. La banque autrichienne Hypo Alpe-Adria-Bank a activement participé à la reconstruction du système bancaire du pays. Avec l'appui de la MIGA, Hypo a été en mesure d'étendre les services de sa filiale bosniaque et de proposer aux investisseurs locaux des capitaux à un taux d'intérêt inférieur aux valeurs courantes et à plus long terme que les délais habituels. Les clients de la banque sont engagés dans divers secteurs, dont la production de matériaux de construction et de meubles. La plupart des usines du pays ayant été détruites pendant la guerre, il était nécessaire d'importer de nombreuses marchandises ; ce type de prêt a un effet de catalyseur sur la production domestique, ce qui est un élément important pour la reconstruction d'un pays.

Au Mozambique, la MIGA a joué un rôle important dans le rétablissement du pays après une guerre de 17 ans, en prenant en charge la garantie de sept projets pour une valeur totale de 190,3 millions de dollars. La MIGA assure la garantie de projets dans plusieurs secteurs, dont la réhabilitation du plus grand domaine de production sucrière du pays ; ce dernier projet est considéré comme la clé de voûte du soutien à l'effort de reconstruction. Le premier projet soutenu par la MIGA au Mozambique concernait « Mozal » une usine de production d'aluminium, d'une valeur de 1,3 milliards de \$, ce projet représentant le plus important

investissement étranger de toute l'histoire du pays. Pour les investisseurs étrangers, le projet Mozal a été le signe qu'un méga-projet pouvait effectivement être lancé au Mozambique, assurant ainsi la crédibilité du pays en tant que destination des investissements. Ce projet a joué un rôle important dans la création d'un modèle de règles et de procédures internes pour le pays en regard des investissements directs étrangers.

L'engagement de la MIGA s'est poursuivi au cours de l'exercice 2002, avec le soutien apporté à deux autres projets. L'un de ces projets, proposé par une PME, concerne la gestion de flottes de transport. Outre l'aide aux entreprises locales, qui sont en mesure d'accéder aux véhicules à des fins commerciales, l'entreprise qui est à l'origine de ce projet fournit aussi des véhicules aux organisations humanitaires ayant des activités dans le pays. Par ailleurs, la MIGA reste étroitement engagée dans le pays par le biais de ses services de marketing des investissements, qui assurent une assistance à la création de capacités dans le cadre de leurs efforts de promotion des investissements, ainsi que des services de conseil au développement d'une zone franche.

OBTENIR DES INVESTISSEMENTS

Pour travailler dans des pays affectés par des conflits, la MIGA a adopté une approche holistique, consciente du fait que la possibilité de prendre en charge des garanties contre les risques ne représente qu'un premier pas. Il reste en effet à informer les investisseurs sur les opportunités locales. Mais en règle générale, les pays affectés par des conflits doivent affronter de nombreuses autres contraintes, telles que des structures juridiques et réglementaires généralement inadaptées à leurs efforts pour attirer des investisseurs. Dans ce type de pays, l'organisme local de promotion des investissements est généralement perçu comme le canal permettant d'attirer les investisseurs, alors qu'il manque souvent à ces organismes la capacité de fournir les informations clés.

Depuis ses débuts, la MIGA a pris en charge des services de création de capacités et de distribution des informations pour le compte de 23 pays affectés par des conflits, dont le Cambodge, la Croatie, le Guatemala, le Mozambique, les Philippines et la République fédérale de Yougoslavie, dans le but de développer et étendre leurs capacités de promotion des investissements. Cette assistance se compose en général de services sur mesure composés d'une formation, d'une assistance aux études de marché et de la distribution en ligne des informations.





ENCOURAGEMENT AUX INVESTISSEMENTS TRANSFRONTALIERS ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

L'une des grandes priorités de la MIGA consiste à encourager les flux financiers d'investissement « Sud-Sud », c'est-à-dire entre les pays en développement. Ces investissements sont bénéfiques dans de nombreux domaines, tant pour le pays investisseur que pour le pays hôte. Ils stimulent le développement du secteur privé local, aident les investisseurs de pays en développement à devenir acteurs sur le marché mondial et contribuent à promouvoir l'intégration et le développement régionaux.

Dans la plupart des pays en développement, l'assurance contre les risques politiques est limitée ou inexistante, et les investisseurs sont rarement familiarisés avec ce type de service. Lorsque de tels programmes existent, leur capacité est fréquemment limitée, en particulier dans le domaine des investissements sur des marchés en développement considérés à risques. La couverture proposée par des prestataires privés est souvent faible ou inexistante dans ces pays, et il n'existe généralement pas de marché pour les organismes d'assurance privés locaux. C'est pourquoi la MIGA a un rôle unique à jouer dans le soutien aux investissements transfrontaliers.

LE RÔLE DE LA MIGA : Établir des partenariats et combler les lacunes

Dans les pays en développement, la MIGA collabore avec des organismes d'assurance des investissements nationaux et internationaux, en

passant des accords de coopération formels (Tableau 2) dans le but de promouvoir la coassurance et la réassurance. Cette collaboration permet d'augmenter le montant d'assurance disponible et de mieux tirer parti de la connaissance du marché local. L'Agence apporte aussi son assistance pour créer la capacité institutionnelle des assureurs en prenant en charge la formation dans les domaines de l'évaluation des risques du pays et de la négociation de contrats. Ces partenariats permettent potentiellement de renforcer les efforts de la MIGA dans le soutien d'investissements Sud-Sud.

Au cours de la dernière décennie, le programme de garantie de la MIGA a été impliqué dans 37 projets Sud-Sud, fournissant ainsi une couverture de près de 1 milliard de dollars au total. Au-delà des montants assurés par la MIGA, l'ensemble de ces projets représente environ 5 milliards de \$ en investissements directs étrangers supplémentaires. Sur les 37 projets soutenus par l'Agence, les investisseurs proviennent de 17 pays en développement et ont réalisé des investissements dans 23 pays hôtes.

TABLEAU 2 ASSUREURS D'INVESTISSEMENTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT AVEC LESQUELS LA MIGA A SIGNÉ UN PROTOCOLE D'ACCORD

Export Credit Insurance Corporation of South Africa, Ltd.	Afrique du Sud	juin 2002
Banco Nacional de Desenvolvimento Economico e Social (BNDES)	Brésil	mars 2002
Securadora Brasileira de Credito un Exportaçã o S/A	Brésil	mars 2002
Export Credit Guarantee Corporation of India, Ltd. (ECGC)	Inde	février 2002
Trade and Investment Development Corporation of Philippines (TIDCORP)	Philippines	février 2002
Slovene Export Corporation (SEC)	Slovénie	décembre 2001
African Development Bank (AfDB) *		novembre 2001
Export-Import Bank of Thailand (EXIM)	Thaïlande	novembre 2001
Fundación ProBarranquilla	Colombie	octobre 2001
Korea Export Insurance Corporation (KEIC)	Corée	mai 2001
People's Insurance Company of China (PICC-SINOSURE)	Chine	novembre 2000
Islamic Corporation for the Insurance of Investments and Export Credit (ICIEC) *		octobre 2000
Malaysia Export Credit Insurance Berhad (MECIB)	Malaisie	mai 2000
Export Credit Bank of Turkey	Turquie	octobre 1999
ECICS Credit Insurance Ltd.	Singapour	novembre 1998
Inter-Arab Investment Guarantee Corporation (IAIGC) *		février 1997
Export-Import Bank of India	Inde	mars 1996

* Indique une organisation multilatérale régionale

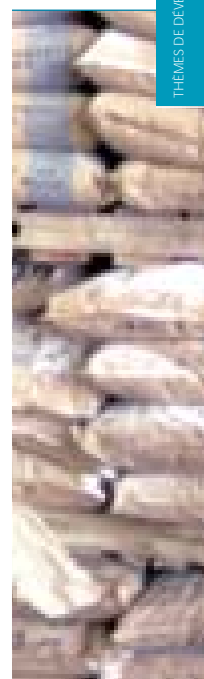
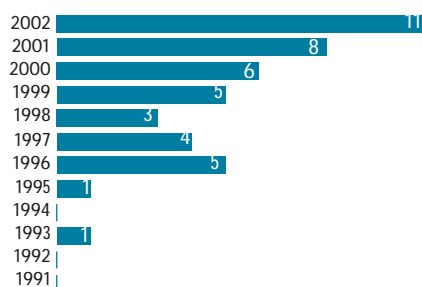
Pour identifier et exploiter ces opportunités, la MIGA a poursuivi une campagne de marketing ciblé avec l'assistance du programme de bureaux itinérants et l'aide de ses bureaux sur le terrain. Le soutien de la MIGA aux investissements Sud-Sud s'est accru ces dernières années, à tel point qu'au cours de l'exercice 2002 un tiers des nouveaux projets évalués apparaissait dans cette catégorie. Les projets suivants y figuraient en bonne place :

Au Bénin, où moins de 1 % de la population a accès au téléphone, la MIGA a garanti un projet de télécommunications présenté par un investisseur libanais. Grâce à la concurrence, ce projet permettra d'améliorer la qualité du service et de réduire les tarifs, générant ainsi des revenus (fiscaux et autres) substantiels, et bénéficiant aux entreprises locales. Le rôle de la MIGA a été essentiel, puisque le Liban ne possède pas de programme d'assurance des investissements.

En Bosnie-Herzégovine, un projet présenté par un investisseur slovène est destiné à étendre les services généralistes d'une banque locale. La MIGA réassure la couverture prise en charge par la Société Slovène d'Exportation (SEC), qui a signé avec l'Agence un accord de coopération officiel en décembre 2001. Cet accord, qui représente la première collaboration de ce type entre les deux organisations, permettra à la SEC d'augmenter sa capacité à assurer d'autres projets dans la région.

En Mauritanie, la MIGA soutient une société tunisienne qui a investi dans un projet de télécommunication ; celui-ci contribuera à résoudre la cruelle absence d'un service téléphonique fiable dans ce pays. La Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur (COTUNACE), qui est l'organisme d'assurance national de la Tunisie, a participé à ce projet par le biais du programme CUP de la MIGA. En joignant leurs forces pour ce projet, les deux institutions ont été en mesure de fournir le montant complet nécessaire à la couverture exigée par l'investisseur pour poursuivre cette entreprise.

FIGURE 4 NOMBRE DE PROJETS SUD-SUD SOUTENUS PAR LA MIGA





RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE

L'accroissement des flux d'investissements directs étrangers peut soutenir le développement d'un pays économiquement faible. Les investissements de ce type peuvent entraîner une augmentation du nombre et de la qualité des emplois, une amélioration des infrastructures, l'accès aux technologies et la réalisation des objectifs de développement locaux et nationaux. Toutefois, pour réussir à s'attirer davantage d'investissements directs étrangers, les pays en développement doivent établir un environnement juridique et réglementaire attrayant et se doter des compétences et des outils nécessaires au marketing proactif des possibilités d'investissement dans le pays. Dans le but d'aider les pays en développement membres et désireux de réussir dans cette entreprise, la MIGA apporte une assistance technique pour les aider à se positionner sur le marché international.

LE RÔLE DE LA MIGA : Mettre en place le partage des connaissances et assurer l'efficacité des flux d'informations

Les activités de la MIGA mettent l'accent sur le transfert de pratiques recommandées dans la promotion des investissements directs étrangers, grâce à l'assistance opérationnelle apportée sur le terrain aux intermédiaires de promotion des investissements. Ces organisations sont fréquemment le premier point de contact entre les investisseurs étrangers et les responsables du pays-hôte ; elles jouent un rôle essentiel dans la collecte et la présentation des informations, la résolution des difficultés qui s'opposent aux projets potentiels, et enfin dans la mise en œuvre des efforts de développement jusqu'à la concrétisation de l'investissement. La MIGA contribue à combler les déficiences en matière de développement, en collaborant avec le personnel de promotion des investissements pour développer et mettre en œuvre des stratégies sur mesure destinées à attirer les investissements directs

étrangers et à développer les compétences nécessaires dans le domaine du marketing.

Dans le monde entier, l'inadéquation des flux d'information entre le pays d'accueil potentiel et la communauté des investisseurs apparaît comme un obstacle majeur aux efforts de promotion des investissements dans les pays en développement et sur les marchés émergents. Par exemple, il peut arriver qu'une équipe chargée de choisir un site pour une entreprise soit consciente de la qualité de l'emplacement géographique du pays, mais totalement ignorante de l'existence sur place d'une éthique du travail, d'un bon système éducatif et de terrains bien adaptés. La MIGA se charge d'aider le pays à faire connaître ces données, à la fois par des moyens traditionnels – planification stratégique, formation, conférences, séminaires – et via ses services en ligne.

La MIGA évalue et renouvelle en permanence les approches destinées à créer des capacités et à distribuer les informations, afin de prêter assistance à la communauté des organismes chargés de la promotion des investissements. L'équipe de la MIGA aborde de divers points de vue les défis que représente la recherche d'investissements directs étrangers, afin de

mieux mettre au service d'une large base de clientèle une gamme très diverse de besoins, d'intérêts et de capacités. En termes d'efforts de création de capacités, l'année passée a été l'une des plus fructueuses pour l'Agence, qui a mis en place de nouveaux partenariats et a tiré parti de relations déjà établies. Voici quelques points forts de l'exercice écoulé.

En Arménie, la MIGA joue un rôle essentiel pour appuyer les efforts du gouvernement visant à recréer un climat propice et à faire de l'Arménie une zone plus attrayante pour les investissements étrangers. Le projet vise à compléter les réformes en cours en créant l'Agence de développement arménienne (ADA) destinée à résoudre les besoins des investisseurs étrangers, et en soutenant un programme destiné à attirer l'attention des investisseurs étrangers.

En collaboration avec la Banque mondiale, la MIGA a assuré la direction du développement d'un Prêt pour l'apprentissage et l'innovation (LIL), qui comprend un programme de création de capacités sur plusieurs années destiné à permettre à l'ADA de mieux promouvoir l'Arménie comme site d'investissements étrangers. La MIGA a conseillé le gouvernement pour la mise en place et le fonctionnement de l'agence, et a fourni des modules de formation aux études de marché et aux techniques de promotion. Cette assistance apportée dès sa création a permis à l'ADA de débiter ses activités de façon plus sûre et plus efficace.

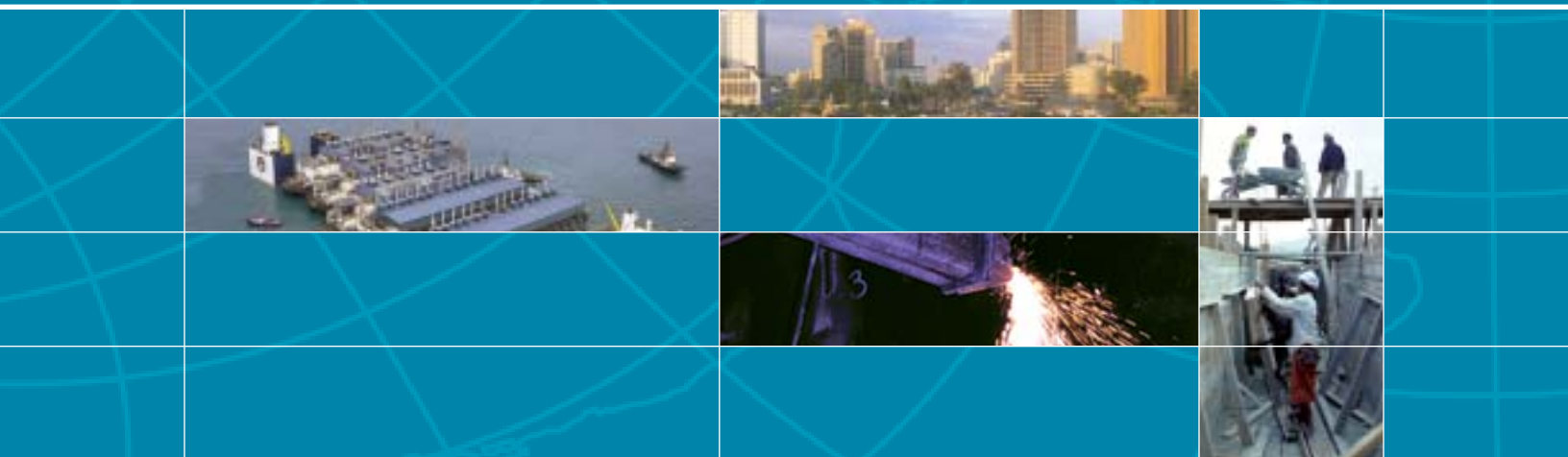
Au Nicaragua, depuis la fin de l'année 2000, la MIGA a apporté son assistance technique à l'agence nationale de promotion des investissements, le Centre pour les exportations et l'investissement (CEI), et a collaboré avec la Banque mondiale pour définir et inclure un programme à long terme destiné à soutenir les investissements directs étrangers. Conformément à l'un des objectifs du gouvernement – améliorer la croissance de l'emploi – et sur la base des résultats antérieurs d'une évaluation des besoins, la MIGA a conçu un programme d'assistance technique pour améliorer l'efficacité du CEI. À ce jour, les résultats ont dépassé toutes les attentes, puisque le Nicaragua a attiré plus de 470 millions de dollars d'investissements directs étrangers, créant ainsi près de 7 700 emplois directs et des milliers d'emplois indirects.

La Thaïlande est le premier pays dans lequel la MIGA a mis en place un programme de création de capacités dans le cadre de l'Initiative Miyazawa. Ce programme à financement japonais est destiné à promouvoir le

rétablissement économique dans les pays les plus touchés par la crise financière de 1998 en Asie. Depuis l'exercice 2000, la collaboration de la MIGA et du Conseil des investissements en Thaïlande s'est principalement axée sur le passage de l'agence d'un état réactif – l'agence se limitant alors essentiellement à traiter les demandes des investisseurs et à les persuader de passer en phase d'investissement — à un état actif lui permettant de concevoir et mettre en œuvre sa propre stratégie promotionnelle. L'assistance technique de la MIGA a essentiellement porté sur le ciblage des investisseurs, ainsi que sur le développement des compétences à l'aide de séminaires et de programmes de formation spécifiques dans les secteurs de la construction automobile, de l'électronique et de l'agroalimentaire.

Au Mozambique, la MIGA a soutenu le Centre de promotion des investissements au Mozambique (CPI), sous les auspices d'un partenariat avec la Suisse. Par l'intermédiaire du CPI, la MIGA joue également un rôle de conseiller du Mozambique pour le développement d'une zone franche dans le cadre du Projet de développement des entreprises financé par la Banque mondiale. Il est avéré que les zones franches peuvent représenter des mécanismes de développement efficaces, en faisant office de point nodal pour les investissements étrangers et en offrant les infrastructures, les équipements et les incitations à l'investissement susceptibles d'attirer des industries à vocation exportatrice. La MIGA collabore avec le CPI pour rapprocher la zone franche Beluzone de l'usine de production d'aluminium Mozal. Le site de Beluzone est attrayant pour les sociétés qui fournissent des matériaux et des services à Mozal, et il comportera une zone industrielle où les entreprises locales ayant des liens avec des sociétés de la zone franche seront encouragées à s'installer. La phase de lancement de la zone franche est déjà en voie de réalisation.





MULTILATERAL INVESTMENT GUARANTEE AGENCY
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433
USA

t. 202.458.9292
f. 202.522.2630

www.miga.org

 World Bank Group

ISBN 0-8213-5327-6
SN 15327